



Conseil économique et social

Distr. limitée
6 mars 2012
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme

Cinquante-sixième session

27 février-9 mars 2012

Point 3 c) de l'ordre du jour

**Suivi de la quatrième Conférence mondiale
sur les femmes et de la vingt-troisième
session extraordinaire de l'Assemblée générale,
intitulée « Les femmes en l'an 2000 : égalité
entre les sexes, développement et paix
pour le XXI^e siècle » : transversalisation
de la problématique hommes-femmes,
situations et questions de programme**

Japon : projet de résolution

Égalité des sexes et autonomisation de la femme dans le contexte des catastrophes naturelles

La Commission de la condition de la femme,

Consciente que les catastrophes naturelles touchent tous les êtres humains et que leurs effets se répercutent par la suite sur les conditions de vie, qu'elles ont souvent une incidence plus directe sur les femmes et les personnes vulnérables, notamment les enfants, les personnes âgées et les personnes handicapées, et qu'elles peuvent avoir des répercussions différentes sur les hommes et sur les femmes s'agissant des risques et vulnérabilités qui en découlent, notamment au niveau des perspectives économiques, de la sécurité et des responsabilités familiales,

Rappelant les engagements concernant les femmes et les filles touchées par des catastrophes naturelles, qui ont été pris dans le Programme d'action de Beijing¹ et le document issu de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale², et réaffirmant, comme il a été souligné dans celui-ci, la nécessité de prendre en compte systématiquement la problématique hommes-femmes dans les stratégies de prévention des catastrophes, d'atténuation des effets et de relèvement,

¹ *Rapport de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, Beijing, 4-15 septembre 1995* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.96.IV.13), chap. I, résolution 1, annexe II.

² Résolution S-23/3, annexe.



Rappelant également les conclusions concertées que la Commission de la condition de la femme a adoptées à sa quarante-sixième session le 15 mars 2002³, les résolutions 49/5 et 55/1 de la Commission de la condition de la femme, des 11 mars 2005 et 4 mars 2011 respectivement, la Déclaration de Hyogo⁴ et le Cadre d'action de Hyogo pour 2005-2015 : pour des nations et des collectivités résilientes face aux catastrophes⁵, adoptés par la Conférence mondiale sur la prévention des catastrophes qui s'est tenue à Kobe, dans la préfecture de Hyogo (Japon), du 18 au 22 janvier 2005, ainsi que toutes les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale,

Saluant la réaction des pays touchés par des catastrophes naturelles, ainsi que le soutien et l'aide apportés dans le monde entier par la communauté internationale sur le plan des secours et des efforts de relèvement, s'agissant entre autres du séisme dévastateur qui a frappé le Japon en mars 2011 et des catastrophes naturelles récentes, notamment celles concernées par les résolutions adoptées par l'Assemblée générale et les appels humanitaires lancés récemment, tout en soulignant qu'il importe de poursuivre les efforts en ce sens, y compris sur le plan de la prise en compte de la problématique hommes-femmes dans la gestion des catastrophes,

Soulignant qu'il importe de tenir compte des femmes et des personnes vulnérables, notamment les enfants, les personnes âgées et les personnes handicapées, à tous les stades de la gestion des catastrophes et de s'assurer leur participation, afin de bâtir, grâce à des stratégies axées sur l'être humain et les collectivités, une société sans laissés-pour-compte soudée par le lien social, et affirmant avec insistance que cette société devrait favoriser l'égalité des sexes et limiter au maximum le coût social des catastrophes naturelles,

1. *Estime* que les femmes jouent un rôle essentiel dans les activités de réduction des risques liés aux catastrophes (prévention, préparation et atténuation des effets), les secours et les efforts de relèvement, notamment la remise en état et la reconstruction, et qu'il faut renforcer les capacités des femmes de faire face en cas de catastrophe;

2. *Exhorte* les gouvernements, et le cas échéant, les organismes des Nations Unies, la société civile, y compris les organisations non gouvernementales, le secteur privé et d'autres acteurs à faire ce qui suit :

a) Revoir les politiques, stratégies et plans qui existent au niveau national et adopter des mesures visant à transversaliser la problématique hommes-femmes dans les politiques, ainsi que dans la planification et le financement des activités de réduction des risques liés aux catastrophes, des secours et des efforts de relèvement, compte tenu des répercussions différentes que les catastrophes naturelles ont sur les hommes et sur les femmes;

b) Veiller à ce que les femmes aient les mêmes possibilités que les hommes de participer à la prise de décisions, y compris pour l'allocation des ressources à tous les niveaux concernant les activités de réduction des risques liés aux catastrophes, les secours et les efforts de relèvement;

³ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, 2002, Supplément n° 7* (E/2002/27), chap. I, sect. A.

⁴ A/CONF.206/6, chap. I, résolution 1.

⁵ Ibid., résolution 2.

c) Renforcer les capacités des autorités et institutions compétentes à tous les niveaux pour qu'elles tiennent compte de la problématique hommes-femmes dans le cadre des activités de réduction des risques liés aux catastrophes (prévention, préparation et atténuation des effets), des secours et des efforts de relèvement, les sensibiliser à cette question, et favoriser la coopération entre elles;

d) Faire en sorte que les femmes et les filles puissent exercer pleinement leurs droits fondamentaux à tous les stades de la réduction des risques liés aux catastrophes (prévention, préparation et atténuation des effets), des secours et des efforts de relèvement;

e) Apporter des secours et un soutien en matière de relèvement qui tiennent compte des besoins et des vues de femmes, y compris des femmes enceintes et des familles qui ont des nourrissons, notamment en ce qui concerne la distribution de vivres et de fournitures, l'établissement et la gestion de centres d'accueil, la sûreté et la sécurité, les soins de santé physique et mentale et les services de conseil, tout en veillant à la participation des femmes qui sont spécialistes ou agents locaux;

f) Veiller à ce que, aux lendemains des catastrophes, une attention particulière soit accordée à la prévention de l'exploitation sous toutes ses formes, notamment les violences sexuelles et sexistes ainsi que le risque de traite et la vulnérabilité particulière des filles, y compris les orphelines, à la protection, à la prise en charge et au soutien des victimes de violences et à la mise à disposition, en tant que de besoin, de services entre autres juridiques pour qu'elles puissent prendre part notamment aux enquêtes et aux poursuites qui concernent des violences sexuelles et sexistes, compte tenu des besoins qui leur sont propres, et ce, afin d'éviter qu'elles ne soient à nouveau victimes;

g) Élaborer et exécuter des projets de secours et de redressement économique qui tiennent compte de la problématique hommes-femmes, y compris des formations professionnelles et techniques, afin de contribuer à l'égalité des chances sur le plan matériel entre hommes et femmes, en s'employant à éliminer les obstacles qui entravent l'intégration ou la réintégration rapides des femmes dans le secteur structuré de l'emploi, étant donné le rôle qu'elles jouent sur le plan social et économique et compte tenu de l'exode rural que les catastrophes naturelles peuvent provoquer;

h) Encourager les activités rémunératrices et les perspectives d'emploi pour les femmes qui sont touchées par des catastrophes naturelles, en particulier les rurales, notamment en soutenant les entreprises locales et l'établissement de services sociaux indispensables et en favorisant l'accès au marché, au crédit et à d'autres services financiers;

i) Veiller à ce que les femmes et les hommes aient accès de la même façon aux systèmes d'alerte rapide en cas de phénomène naturel et promouvoir la planification des activités de réduction des risques liés aux catastrophes, compte tenu des besoins particuliers, des vues et des droits des femmes comme des hommes, et mener des campagnes d'information publique et assurer des formations à tous les niveaux sur la prise en compte de la problématique hommes-femmes dans les mesures de réduction des risques de catastrophes, notamment dans le domaine des sciences et technologies;

j) Veiller à l'égalité d'accès des femmes et des filles à l'information sur la réduction des risques liés aux catastrophes, ainsi qu'aux formations et aux cours

dispensés sur la question par le système scolaire et non scolaire, afin que les femmes et les filles puissent utiliser pleinement ces ressources;

k) Recueillir systématiquement des données et informations démographiques et socioéconomiques ventilées par sexe, âge et handicap, et continuer à élaborer des indicateurs de la situation sur le plan de la problématique hommes-femmes et à analyser les différences selon les sexes, y compris grâce à des mécanismes d'évaluation des besoins et de planification soucieux de la problématique hommes-femmes, et à prendre en compte cette information dans les programmes et les politiques de réduction et de gestion des risques liés aux catastrophes;

l) Recenser et évaluer, en tenant compte de la problématique hommes-femmes, les mesures prises en réaction aux catastrophes et diffuser largement, à la fois à l'échelle nationale, régionale et internationale, les informations recueillies sur les bonnes pratiques, les enseignements tirés de l'expérience et les outils, y compris les technologies au service de la réduction des risques, afin de favoriser et d'assurer leur intégration à la planification des activités de réduction des risques liés aux catastrophes;

m) Apprécier à sa juste valeur et renforcer le rôle que joue la société civile, y compris les organisations locales, les associations de femmes et les bénévoles, dans la gestion des catastrophes et la promotion de l'édification d'une société sans exclusive résiliente face aux catastrophes, où les femmes occupent une place à part entière;

n) Apprécier aussi à sa juste valeur le rôle important joué par les femmes, cadres ou bénévoles, notamment pour ce qui est de répondre aux besoins de femmes, et favoriser leur participation aux activités de réduction des risques liés aux catastrophes, y compris la prévention, la préparation, l'atténuation des effets, les secours et le relèvement;

o) Nouer des partenariats constructifs entre toutes les parties prenantes, y compris les gouvernements, les organismes des Nations Unies et les autres acteurs compétents, tels que la société civile, notamment les organisations non gouvernementales, et le secteur privé, afin de renforcer la prise en compte de la problématique hommes-femmes au niveau de la réduction des risques, des secours et du relèvement sous tous leurs aspects;

3. *Engage* les gouvernements, le système des Nations Unies et les organisations régionales, et invite les donateurs et pays qui apportent une aide, à se préoccuper des vulnérabilités et des capacités des femmes et des filles grâce à une programmation des activités d'atténuation des effets, de secours et de relèvement, et à une allocation des ressources qui tiennent compte de la problématique hommes-femmes, et ce, en coordination avec les gouvernements des pays touchés;

4. *Prie* tous les organismes des Nations Unies compétents de veiller, dans le cadre de leur mandat, à ce que la problématique hommes-femmes continue d'être prise en compte systématiquement dans les activités de réduction des risques liés aux catastrophes, les secours et les efforts de relèvement sous tous leurs aspects;

5. *Prie* le système des Nations Unies de continuer de promouvoir la prise en compte de la problématique hommes-femmes dans toutes ses activités de réduction

des risques liés aux catastrophes, y compris la troisième Conférence mondiale sur la prévention des catastrophes, qui se tiendra en 2015;

6. *Prie* le Secrétaire général de présenter un rapport à la Commission de la condition de la femme à sa cinquante-huitième session sur la mise en œuvre de la présente résolution.
